



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 018

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le jeudi 5 mai 2022

Président : M. Sven Spengemann



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 5 mai 2022

• (1535)

[Traduction]

Le vice-président (M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC)): Bienvenue à la 18^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Conformément à la motion adoptée le 25 avril, le Comité rencontre la délégation de l'Administration centrale tibétaine.

Comme toujours, vous pouvez accéder à l'interprétation en cliquant sur l'icône du globe au bas de votre écran. Pour les membres qui participent en personne, gardez à l'esprit les lignes directrices du Bureau de régie interne sur l'utilisation du masque ainsi que les protocoles sanitaires.

J'aimerais profiter de l'occasion pour rappeler à tous les participants à cette réunion qu'il est interdit de prendre des captures d'écran ou des photos de votre écran.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme. Lorsque vous parlez, parlez lentement et clairement. Lorsque vous ne parlez pas, veuillez mettre votre micro en sourdine. Je vous rappelle que toutes les observations des députés et des témoins doivent être adressées à la présidence.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins et les remercier d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer aujourd'hui.

Nous accueillons à la table Penpa Tsering, sikyong, président de l'Administration centrale tibétaine, le vénérable Tenzin Rabgyal, abbé du monastère du panchen-lama, et Namgyal Choedup, représentant de Sa Sainteté le dalaï-lama à l'Office du Tibet à Washington.

Je tiens à souligner que plusieurs autres membres de la délégation sont présents aujourd'hui, et je les en remercie également.

Sikyong, j'aimerais vous céder la parole pour cinq minutes pour votre déclaration préliminaire. La parole est à vous.

M. Penpa Tsering (sikyong, Central Tibetan Administration): Merci beaucoup, monsieur le président et honorables membres du Comité permanent des affaires étrangères.

Merci beaucoup de me donner l'occasion de présenter le cas du panchen Rinpoche, le statut du Tibet et notre analyse de la situation qui concerne le Tibet.

Avant de céder la parole à mon collègue, Zeekgyab Rinpoche, qui est l'abbé du monastère Tashi Lhunpo, le siège traditionnel du panchen-lama depuis de nombreux siècles, j'aimerais dire qu'il s'agit d'un cas représentatif de nombreux autres Tibétains qui ont subi le même sort. Le cas du panchen Rinpoche est un cas de disparition forcée. Même 27 ans après sa disparition ou son enlèvement

par le gouvernement de la Chine, nous ne savons toujours pas s'il est vivant ou non. Le gouvernement chinois se contente de dire qu'il est sain et sauf et qu'il ne veut pas être dérangé. S'il y avait au moins des preuves qu'il est vivant ou non, cela apaiserait les Tibétains.

On sait que c'est une décision politique du gouvernement chinois, parce que cela concerne aussi la réincarnation de Sa Sainteté le dalaï-lama. Il existe une reconnaissance réciproque de la réincarnation entre Sa Sainteté le dalaï-lama et les panchen-lamas.

Personnellement, j'estime que la Chine a commis une grave erreur, une erreur tactique, en ne reconnaissant pas Gedhun Choekyi Nyima, le jeune garçon qui a été reconnu par Sa Sainteté le dalaï-lama. Si la Chine l'avait fait, elle aurait Gedhun Choekyi Nyima sous son contrôle aujourd'hui, et non le garçon choisi par le gouvernement chinois et non reconnu par le peuple tibétain.

Même maintenant, si vous allez à Lhasa, vous ne verrez pas de photo du panchen-lama choisi par les Chinois. Vous ne verrez que la photo du 10^e panchen-lama. Cela symbolise la non-reconnaissance par les Tibétains du panchen-lama choisi par la Chine.

Nous savons pertinemment que, s'il est vivant, Gedhun Choekyi Nyima n'a reçu aucune formation religieuse pour assumer son leadership religieux traditionnel aux côtés de Sa Sainteté le dalaï-lama, ce qui l'a rendu totalement incapable de l'exercer. Même s'il est vivant et s'il est libéré à l'avenir, les Chinois ont veillé à ce qu'il ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses fonctions religieuses, n'ayant pas reçu les enseignements religieux traditionnels.

Avant de passer à d'autres questions, je demanderais au président de permettre à Zeekgyab Rinpoche, l'abbé du monastère Tashi Lhunpo, de présenter le cas du panchen-lama. Ensuite, si le président me le permet, j'aborderai d'autres questions qui concernent le Tibet ou le conflit sino-tibétain.

Monsieur le président, je vous remercie encore de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Allez-y, monsieur.

M. Tenzin Rabgyal (abbé du monastère du Tashi Lhunpo, Central Tibetan Administration): [Le témoin s'exprime en tibétain, et son interprétation est la suivante:]

Tashi Delek à tout le monde.

En tant qu'abbé du monastère Tashi Lhunpo, j'aimerais profiter de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour lancer un appel fervent au gouvernement canadien au nom des millions de disciples de Sa Sainteté le panchen-lama au Canada, au Tibet, dans les régions de l'Himalaya, et ailleurs. Je voudrais également adresser cet appel aux disciples du bouddhisme tibétain dans le monde entier, ainsi qu'aux défenseurs des droits de la personne, de la liberté religieuse et des droits de l'enfant.

À l'heure actuelle, le gouvernement chinois adopte des politiques impitoyables et restrictives au Tibet. La situation empire de jour en jour. Les droits de la personne sont bafoués, tout comme la liberté de religion et les droits de l'enfant. Les Tibétains qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement chinois sont détenus arbitrairement, et bon nombre d'entre eux disparaissent.

Aujourd'hui, j'aimerais expliquer la situation au Tibet dans le contexte de la disparition d'un éminent chef spirituel, le 11^e panchen-lama, Gedhun Choekyi Nyima.

En 1989, le 10^e panchen-lama est mort subitement et mystérieusement dans la ville de Shigatse, au Tibet, où se trouve notre principal monastère, Tashi Lhunpo. Par la suite, conformément à la Convention bouddhiste tibétaine, Sa Sainteté le dalaï-lama a annoncé, le 14 mai 1995, qu'il reconnaissait Gedhun Choekyi Nyima, de Nagchu, au Tibet, comme sa réincarnation incontestée. Cela s'inscrivait également dans la tradition historique selon laquelle Sa Sainteté le dalaï-lama et le panchen-lama, désignés comme le père et le fils, participent à la reconnaissance l'un de l'autre, et dans leur relation maître-élève.

Malheureusement, trois jours après cette annonce, le 17 mai 1995, les autorités chinoises ont arrêté Gedhun Choekyi Nyima, alors âgé de moins de six ans, ses parents et son entourage. On ne les a pas revus depuis, et 27 ans se sont écoulés.

Pire encore, plus tard en 1995, le gouvernement chinois s'est ingéré dans notre processus religieux et a nommé de force un enfant du nom de Gyaltzen Norbu comme le faux 11^e panchen-lama. Depuis, le gouvernement chinois se sert de lui comme instrument politique.

Par conséquent, c'est avec beaucoup d'inquiétude que j'aimerais faire les cinq appels suivants au Parlement et au gouvernement du Canada.

● (1540)

Tout d'abord, j'exhorte le Parlement canadien à adopter une motion exhortant le gouvernement canadien à mandater l'ambassadeur en Chine pour rencontrer le 11^e panchen-lama et vérifier où il se trouve et s'il se porte bien.

Deuxièmement, j'exhorte le gouvernement canadien à rendre hommage au 11^e panchen-lama en lui décernant un prix reconnaissant qu'il a été victime d'une disparition forcée pendant 27 ans et qu'on lui a refusé les droits de la personne, la liberté de religion, les droits d'un enfant et d'autres droits fondamentaux de mouvement, de résidence et d'action.

Troisièmement, afin de permettre sa libération anticipée et d'attirer l'attention sur sa situation, j'exhorte le Parlement canadien à souligner l'anniversaire du 11^e panchen-lama.

Quatrièmement, je demande également au gouvernement canadien de réclamer activement la libération de Chadrel Rinpoche, un lama du monastère Tashi Lhunpo, qui dirigeait le comité de re-

cherche du 11^e panchen-lama, ainsi que de nombreux autres prisonniers politiques tibétains.

En raison de la situation désastreuse au Tibet, des Tibétains ont eu recours à des actes d'auto-immolation. Les derniers cas sont ceux d'un chanteur tibétain de 25 ans, Tsewang Norbu, le 25 février, et d'un homme de 81 ans, Taphun, le 27 mars de cette année. Au moins 157 Tibétains ont sacrifié la vie à laquelle ils tenaient tant afin d'attirer l'attention de la communauté internationale, et des Nations unies, sur la situation critique au Tibet. J'exhorte donc le gouvernement canadien à répondre positivement à leur appel.

Cinquièmement, les Tibétains du Tibet souhaitent que Sa Sainteté le dalaï-lama puisse retourner au Tibet au plus tôt. Par conséquent, j'exhorte le gouvernement canadien à accepter de prendre des initiatives concrètes pour appuyer Sa Sainteté le dalaï-lama et l'Administration centrale tibétaine afin de permettre la résolution du conflit sino-tibétain au moyen de l'approche mutuellement avantageuse de la Voie du milieu.

Le peuple et le gouvernement du Canada ont toujours appuyé le peuple tibétain. Je profite donc de l'occasion pour leur exprimer ma sincère gratitude. L'appel en cinq points que j'ai lancé aujourd'hui est d'une certaine façon également lié au bien-être de plusieurs millions de croyants et aux droits démocratiques des individus.

● (1545)

J'ai la ferme conviction que le gouvernement canadien tiendra compte de la réalité de la situation tibétaine, particulièrement en ce qui concerne le panchen-lama, et qu'il tiendra compte de mes appels de façon positive.

Enfin, que la paix l'emporte sur la terre. Merci beaucoup à tous.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je vous remercie beaucoup de votre exposé approfondi.

Nous avons un certain nombre de députés qui ont des questions à vous poser, alors nous allons commencer.

Ce sera d'abord au tour de M. Garnett Genuis, pour six minutes.

Allez-y, monsieur.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

C'est un grand honneur d'être parmi vous aujourd'hui. Merci de vous joindre à nous.

Lorsque je n'étais député que depuis quelques mois, j'ai eu l'occasion de rencontrer Sa Sainteté à Dharamshala. Je ne connaissais pas très bien la lutte tibétaine à ce moment-là, mais cette rencontre et les conversations qui ont suivi ont été une source d'inspiration pour moi, en particulier la manière dont le peuple tibétain, victime d'une injustice aussi extraordinaire, réagit avec amour, bonne volonté et un désir de paix et de réconciliation. Je trouve cela personnellement inspirant, et je pense que c'est un élément clé de ce qui a maintenu un tel soutien à la cause tibétaine.

Soyez assuré de mon soutien continu. Nous prenons note des points et des suggestions importants dont vous nous avez fait part au sujet du panchen-lama, et je vous assure que je continuerai de plaider en faveur de sa libération et de la participation active du gouvernement du Canada. Nous allons examiner les suggestions précises que vous avez faites.

Je tiens à souligner que notre parti a défendu un certain nombre de points qui revêtent une importance particulière en ce qui concerne la liberté de religion. Premièrement, nous avons toujours préconisé la réouverture du Bureau de la liberté de religion en tant que véritable centre d'excellence et point de convergence pour la défense de la liberté de religion dans le monde. Le gouvernement chinois s'attaque de diverses façons à la liberté de religion des Tibétains et d'autres communautés en Chine.

Lors de la dernière campagne électorale, nous avons également proposé de publier une liste de prisonniers d'opinion particulièrement préoccupants afin de mettre en lumière certains des cas en cours.

C'est formidable d'entendre parler la langue tibétaine. L'une des principales caractéristiques de la répression dont nous sommes témoins est l'attaque contre la langue et le fait que les jeunes Tibétains sont maintenant forcés de fréquenter des écoles où la langue d'enseignement n'est pas leur propre langue.

Pour commencer, je me demande si vous pourriez parler plus précisément de la question de la langue et de l'éducation au Tibet et des préoccupations au sujet des attaques contre la langue tibétaine.

• (1550)

M. Penpa Tsering: En ce qui concerne la langue, je tiens à informer le Comité que notre langue est originaire de l'Inde. Elle n'a rien à voir avec la langue chinoise. L'alphabet de la langue tibétaine est *ka Kha ga Nga*. En hindi, c'est *ka Kha ga Gha Nga*. C'est la même langue originaire de l'Inde. Notre religion vient aussi de l'Inde.

En ce qui concerne la langue, à l'époque de Mao Zedong, les Chinois devaient utiliser la langue tibétaine. Ils n'avaient pas d'autre choix, car les Tibétains ne parlaient pas le chinois. Pour faire de la propagande, ils utilisaient la langue tibétaine. Cependant, pendant la Révolution culturelle, beaucoup de choses ont été détruites en l'espace de 10 ans, de 1966 à 1976. Même avant cela, l'ancien panchen-lama, le 10^e panchen-lama, avait soumis un rapport de 70 000 caractères au gouvernement chinois, dès 1962, au sujet de la destruction de la langue tibétaine et du patrimoine religieux au Tibet après l'invasion communiste du Tibet.

Il y a eu un peu de liberté lorsque Deng Xiaoping est arrivé au pouvoir et que Hu Yaobang a également visité le Tibet. L'ancien panchen Rinpoche a également été libéré. Le panchen Rinpoche a toujours été une personnalité très ouverte, un leader des Tibétains, qui ne craignait pas la persécution, même s'il avait été assigné à résidence pendant de nombreuses années et avait été victime d'actions très répressives de la part du gouvernement chinois qui lui a fait porter un chapeau sur la tête, l'a exposé aux critiques de son propre peuple, et lui a fait subir des humiliations pendant cette période. Cependant, après sa libération, il a joué un rôle très important dans le rétablissement de la langue, de la religion et de la culture au Tibet. Malheureusement, il est décédé dans des circonstances très mystérieuses en 1989.

Lorsque Hu Jintao est devenu secrétaire du parti, il a imposé la loi martiale et il y a eu beaucoup plus de contrôle au Tibet. Lorsqu'il est devenu président de la Chine, il a même qualifié Sa Sainteté de loup en habit de moine. C'est le genre de rhétorique qui était utilisée à l'époque.

Lorsque Hu Jintao est devenu président de la Chine, il a instauré l'usage des deux langues. C'était encore acceptable, parce qu'il faut

apprendre d'autres langues, mais quand Xi Jinping est arrivé au pouvoir, c'est devenu une nation, une langue, une culture.

En vertu de cette politique, le Parti communiste chinois frappe à la racine même de notre identité, qui est notre langue. Aujourd'hui, la langue chinoise doit être enseignée dès le niveau préscolaire Montessori. La langue tibétaine se réduit à une simple étude de la langue. Même si vous maîtrisez la langue tibétaine, il est très difficile d'obtenir un emploi...

M. Garnett Genuis: Je suis désolé, Sikyong. Je dois intervenir à cause d'une contrainte de temps.

Avant que mon temps ne soit écoulé, chers collègues, il y a eu des discussions — et je pense que ce sera appuyé rapidement — et on nous a demandé notre soutien pour la reprise du dialogue. J'aimerais rapidement demander au Comité d'appuyer une motion pour laquelle un avis a été donné.

Je propose:

Que le comité fasse part à la Chambre de son appel à la reprise immédiate du dialogue sino-tibétain.

Je céderai ensuite mon temps de parole.

• (1555)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Merci, monsieur Genuis, pour votre motion.

Y a-t-il débat sur la motion? M. Oliphant a levé la main.

Allez-y.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie M. Genuis de sa motion. Nous sommes d'accord avec l'esprit de la motion. Elle s'appuie sur quelque chose... Je regarde aussi M. Bergeron, parce que c'est très semblable à une motion sur laquelle nous avons travaillé, il y a un an et demi. Il l'avait présentée à la Chambre dans l'espoir d'obtenir le consentement unanime. Il n'y a pas eu consentement unanime.

Je pense que, compte tenu de la profondeur de la motion que M. Bergeron a présentée à la Chambre, il pourrait être utile de l'ajouter à cette motion. La motion en question appelait à un « dialogue entre des représentants du peuple tibétain Sa Sainteté le dalai-lama ou ses représentants, l'Administration centrale tibétaine et le gouvernement de la République populaire de Chine en vue de permettre au Tibet l'exercice d'une autonomie véritable dans le cadre de la constitution chinoise. »

Je pense qu'il s'agissait d'une déclaration plus complète, et que plusieurs partis y ont participé. M. Virani a également contribué à la façonner. Si nous pouvions reprendre cette motion, je pense que la situation serait mieux comprise, parce que beaucoup de gens ne savent tout simplement pas ce qu'est la « Voie du milieu » ou ce qu'est... Je pense que c'est peut-être au Comité Canada-Chine, plutôt qu'au Comité des affaires étrangères que nous avons travaillé sur cette motion, si je ne m'abuse.

J'allais faire cela plus tard. Je pensais que cette question serait soulevée plus tard au cours de la réunion, et je n'ai donc pas eu le temps de rédiger un amendement, mais vous comprenez où je veux en venir. J'ai imprimé la motion de consentement unanime que M. Bergeron a présentée l'an dernier.

D'autre part, comme je crois que nous serons tous d'accord, j'espère que nous pourrions adopter la motion, et publier un communiqué à ce sujet en tant que déclaration de notre comité. Je propose de faire cela au lieu de présenter la motion à la Chambre, car je veux agir rapidement; je veux que ce soit fait et je ne veux pas perdre du temps plus tard à la Chambre si la motion revient pour être adoptée et ce genre de choses. J'aimerais présenter cela comme une déclaration sur laquelle nous sommes tous d'accord et sur laquelle nous sommes unanimes, surtout après les témoignages que nous avons entendus aujourd'hui.

Je pourrais lire la motion, si cela peut vous être utile. J'en ai également une copie, si cela peut être utile à la greffière. Il s'agit en quelque sorte de la modifier pour qu'elle se lise ainsi, et je pourrais la relire si quelqu'un le souhaite.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Vous pourriez peut-être remettre le libellé à la greffière, et nous pourrions ensuite l'envoyer.

M. Garnett Genuis: J'invoque le Règlement.

Le vice-président (M. Marty Morantz): M. Genuis invoque le Règlement.

M. Garnett Genuis: Je me demande simplement s'il y aurait consentement unanime pour ajourner le débat sur cette question pour l'instant, si quelqu'un veut modifier le libellé, puis nous pourrions y revenir.

Mme Rachel Bendayan (Outremont, Lib.): Ce n'est pas un rappel au Règlement.

M. Garnett Genuis: Je demande le consentement unanime, alors c'est un...

Mme Rachel Bendayan: D'accord. Eh bien, j'allais intervenir à ce sujet. Je pense que par respect pour les témoins, nous devrions faire cela plus tard.

M. Garnett Genuis: Bien sûr, oui.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je vais donner la parole à Mme Bendayan.

Mme Rachel Bendayan: Merci, monsieur le président.

Je me demandais si nous pouvions passer aux questions auxquelles les témoins sont venus répondre et tenir ce débat plus tard au cours de la réunion.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Oui, je pense que nous devrions revenir au libellé de la motion vers la fin de la réunion.

C'est maintenant au tour de M. Arif Virani, pour six minutes.

M. Arif Virani (Parkdale—High Park, Lib.): Merci, monsieur le président.

Pour ce qui est de clarifier ma propre position au sujet du dialogue sino-tibétain, j'étais pour lorsque la question a été présentée au Comité Canada-Chine et je suis toujours pour. La reprise du dialogue est essentielle, alors je tiens à ce que ce soit clair.

Tout d'abord, *Thu-chi che, Katrin che*.

Merci d'être ici, Sikyong. Merci, Rinpoche. Ce dont vous parlez aujourd'hui est très important, et nous sommes très heureux que vous soyez ici pour témoigner.

Au nom des milliers de Canadiens d'origine tibétaine que je représente, et au nom des milliers de Canadiens d'origine tibétaine avec lesquels j'ai eu des échanges dans ce pays, je veux d'abord

vous parler du panchen-lama. Je pense qu'il devrait être clair pour tout le monde que le panchen-lama n'est pas l'héritier du trône du dalaï-lama, mais qu'ils travaillent de concert. L'un reconnaît l'incarnation de l'autre.

Lorsque nous disons que les Chinois ont pris le contrôle du panchen-lama, l'ont forcé à disparaître et ont nommé un remplaçant, ils essaient de prendre le contrôle de la succession. En cas de décès de Sa Sainteté, ils tenteraient de contrôler la réincarnation. À mon avis, cela frappe au cœur de ce dont nous parlons lorsque nous parlons de liberté de religion. C'est clairement ce qui est en cause ici.

Vous savez que le gouvernement canadien a adopté une position de longue date sur le sort réservé au panchen-lama, depuis 1995. En 1998, un millier de cartes d'anniversaire ont été livrées par des enfants canadiens au panchen-lama à l'occasion de ce qui aurait été son neuvième anniversaire approximativement. Pas plus tard qu'en 2016-2017, nous avons fait officiellement des instances à cet égard. Nous continuerons d'en faire en tant que parlementaires. Je continuerai d'en faire au nom de mes électeurs et je pense que tous les membres du Comité continueront de parler de cette question.

Pouvez-vous me dire, en ce qui concerne la question de la succession, quels dangers vous entrevoyez si le panchen-lama n'est pas identifié et localisé et si vous ne savez pas où il se trouve? Si ce n'est pas fait immédiatement, quel danger cela présente-t-il?

Si vous pouviez répondre en environ 60 secondes, s'il vous plaît, car j'ai quelques autres questions.

• (1600)

M. Penpa Tsering: Même s'il existe une tradition selon laquelle le panchen-lama reconnaît le dalaï-lama et le dalaï-lama reconnaît le panchen-lama, la question ultime de la réincarnation concerne la personne qui sera réincarnée. La personne qui va être réincarnée laisse des signes et des messages qui définissent où et quand — dans quelle famille — la personne va naître. Que le panchen-lama soit là ou non, il y aura un système en place qui sera dédicé par Sa Sainteté le dalaï-lama.

M. Arif Virani: Nous avons parlé du dialogue sino-tibétain, et je sais qu'à une certaine époque, ce dialogue était très solide. D'après mes propres lectures, il y a eu environ neuf séries de réunions différentes entre 2002 et 2010, puis un arrêt brutal. Depuis 2010, les positions se sont durcies, le dialogue a cessé et, sous le premier ministre Xi, nous savons qu'il s'est encore durci.

Pouvez-vous nous dire pourquoi il est important d'aborder le dialogue sino-tibétain et de parler un peu plus du moyen terme? Tout ce que j'entends au sujet de la Voie du milieu me rappelle la fédération canadienne et les pouvoirs que nous accordons aux provinces dans certains champs de compétence. Pourtant, la propagande du Parti communiste chinois présente cela constamment comme une sorte de mouvement indépendantiste révolutionnaire. Je ne pense pas que ce soit le cas.

Sikyong, pouvez-vous nous parler de la nature de l'approche de la Voie du milieu et de ce que le dialogue sino-tibétain vise à accomplir?

M. Penpa Tsering: Avec la permission du président, j'aimerais prendre un peu plus de temps à ce sujet, car c'est l'une des questions les plus importantes qui nous préoccupent dans le conflit sino-tibétain.

Depuis 2010, rien n'a bougé du côté de la Chine. Elle a arrêté le dialogue. En rétrospective, nous savons que la raison pour laquelle elle voulait reprendre ou entamer un dialogue en 2002, c'était principalement pour que les Tibétains ne protestent pas lors des célébrations des Jeux olympiques de 2008 marquant la renaissance de la Chine. Par conséquent, le dialogue a duré un certain temps, mais il n'y a pas eu de résultat concret. Il a cessé depuis 2010.

Par conséquent, comme vous le savez tous, j'ai assumé les fonctions de sikyong le 27 mai dernier. Il y a eu la pandémie et je n'ai pas pu me rendre dans d'autres pays, sauf en Italie et en Suisse en novembre dernier.

Avant de venir ici, nous avons eu une série de tables rondes avec les Français en Europe pour comprendre la situation actuelle en Ukraine et les répercussions de l'après-Ukraine sur le monde et le nouvel ordre mondial qui pourrait émerger afin de voir comment les Européens considéreraient la Chine dans ces circonstances. Cela a été très instructif pour moi.

J'ai ensuite eu d'autres réunions. Je suis allé aux États-Unis à l'invitation de la présidente Pelosi. Nous avons eu une série de réunions avec la sous-secrétaire Uzra Zeya, qui a été nommée par l'administration Biden moins d'un an après son entrée en fonction au niveau de sous-secrétaire. Sous l'administration Obama, il s'agissait d'un poste de sous-secrétaire, mais il a été abaissé au niveau de secrétaire adjoint sous l'administration Trump et il a maintenant été rétabli au niveau de sous-secrétaire. Mme Zeya visitera très bientôt Dharamshala, après mon retour là-bas, et elle rencontrera Sa Sainteté pour voir comment fonctionne notre administration.

Elle a également aidé à organiser une table ronde avec les ambassadeurs, à laquelle le chef de mission adjoint du Canada était également présent. L'idée était de voir comment les pays aux vues similaires pourraient se réunir pour la reprise du dialogue. Nous avons ensuite rencontré Kurt Campbell, du Conseil de sécurité nationale, qui est responsable de l'Indo-Pacifique. Nous avons eu une série de réunions au Congrès, y compris une très longue réunion avec la présidente Pelosi et des membres éminents du comité des affaires étrangères de la Chambre et du comité sénatorial des relations étrangères.

Nous croyons qu'il devrait y avoir un changement dans le discours, parce que la propagande et le narratif chinois sont si forts qu'ils font croire aux gens que le Tibet fait partie de la Chine depuis des temps immémoriaux. La Chine a la main-d'œuvre et les ressources pour le faire. Les gens n'étudient pas l'histoire tibétaine.

J'aimerais citer le livre, *Tibet Brief 20/20*, que Michael van Walt van Praag a écrit. Sa dernière affectation était celle de professeur à Stanford. C'est un expert du droit international et de l'histoire du Tibet. Malheureusement, la plupart des sources d'information pour le monde occidental concernant l'histoire de l'Asie, particulièrement de l'Asie de l'Est, proviennent de sources chinoises.

Dans ce livre, auquel il a travaillé au cours des 10 dernières années, avec environ 70 experts de l'Asie intérieure, pas seulement de la Chine, mais du Japon, de la Russie, de la Mongolie, des Ouïghours et des pays d'Asie centrale, il en vient à la conclusion, que ce soit en vertu de l'ordre mongol... et quand on parle de « l'ordre mongol », il a régi nos relations avec la Chine du septième au neuvième siècle. À l'époque, le Tibet était un grand empire, ayant conquis la capitale chinoise, Xi'an, jusqu'à Samarkand, en Ouzbékistan, aujourd'hui. Le Tibet était un grand empire. Puis, il y a eu

400 ans de désintégration. Pendant cette période, nous avons eu des relations avec les Mongols à partir de 1220. Même le...

• (1605)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Monsieur Tsering, je suis désolé de vous interrompre. Par souci d'équité, il y a tellement de députés qui veulent poser des questions. Vous pourriez peut-être poursuivre vos explications en répondant aux questions de tous les membres du Comité. Je tiens à ce que tout le monde puisse en poser. Nous avons dépassé les huit minutes. Nous avons habituellement des tours de six minutes.

Je vais passer à notre prochain député, M. Stéphane Bergeron, pour sa question.

Merci.

[Français]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

[Traduction]

Vous avez dit que la langue tibétaine était au coeur de l'identité tibétaine, alors si vous me le permettez, je vais parler dans ma propre langue, qui est le français. Veuillez mettre votre oreillette pour avoir l'interprétation simultanée.

[Français]

Monsieur le président, il nous a été demandé par M. Tsering de faire preuve de compréhension et de lui permettre d'exposer sa réponse à la question posée par M. Virani.

Avec votre permission, je permettrais à M. Tsering de poursuivre sa présentation en réponse à M. Virani.

[Traduction]

M. Penpa Tsering: Merci beaucoup.

Je ne vais pas trop entrer dans l'histoire. Selon ce livre, que ce soit en vertu de l'ordre mongol, de l'ordre chinois, de l'ordre mandchou ou de l'ordre tibétain, ou en vertu du droit international actuel, le Tibet n'a jamais été considéré comme faisant partie de la Chine.

Ensuite, nous avons un autre livre écrit par un professeur chinois, M. Shiang Lau, qui est maintenant à San Diego. Il était professeur à la City University de Hong Kong. Il a étudié la période mandchoue. Son étude se fonde sur les archives impériales historiques des Mandchous qui montrent que les Mandchous n'ont jamais considéré le Tibet comme faisant partie de la Chine.

Par conséquent, le discours que la Chine adresse à la communauté internationale est trompeur, et il est maintenant important que les pays reconnaissent le statut historique indépendant du Tibet. Je ne veux pas dire par là que nous allons changer notre position et passer de la Voie du milieu à l'indépendance, mais lorsque des pays disent que le Tibet fait partie de la République populaire de Chine, cela va à l'encontre du droit international. Le seul accord que nous ayons avec la Chine est l'accord en 17 points de 1951 qui a été signé sous la contrainte après l'invasion du Tibet en 1950, et qui est illégal et injuste. Quand vous dites que le Tibet fait partie de la République populaire de Chine, vous dites au gouvernement chinois qu'il peut faire tout ce qu'il veut avec le Tibet, à l'intérieur du Tibet, et que vous n'interviendrez pas.

D'autre part, les pays appuient également des négociations entre le représentant de Sa Sainteté le dalaï-lama, ou les dirigeants de l'Administration centrale tibétaine, et le gouvernement chinois, et nous trouvons cela contradictoire, parce qu'il n'y a pas de levier pour l'approche de la Voie du milieu. Les gens ne se rendent pas compte que Sa Sainteté est passée de l'indépendance à l'approche de la Voie du milieu, qui consiste à rechercher l'autonomie pour le Tibet, pour que le peuple tibétain puisse préserver sa langue, sa culture, sa religion, son mode de vie et son environnement, ce qui est aussi très important, non seulement pour les Tibétains, mais pour toute la région.

Par conséquent, nous exhortons les gouvernements à modifier leur position, si possible, et, si ce n'est pas possible, à ne pas répéter la déclaration selon laquelle le Tibet fait partie de la RPC. Si vous le faites, vous vous prosternez devant les Chinois. Vous suivez leurs ordres alors qu'ils ne respectent que la force et non la faiblesse. Si les pays veulent se mettre à leur service, ils les exploiteront au maximum et ne les respecteront pas du tout.

Si vous pouvez vous tenir debout... Je vous demande de lire ce livre, et la traduction de la version chinoise paraîtra bientôt. Ce sont les livres les plus récents. Nous ne parlons pas des Tibétains. Sa Sainteté le dalaï-lama a toujours dit que, lorsque les Chinois exigent qu'il dise que le Tibet fait partie de la République populaire de Chine, ils exigent également qu'il dise que Taïwan fait partie de la Chine. Sa Sainteté ne peut pas représenter le peuple taïwanais. Sa Sainteté leur a répondu qu'il n'était pas historien et qu'il fallait laisser l'histoire aux historiens. L'histoire du Tibet, c'est ce dont parlent les historiens.

Mais Sa Sainteté est très pragmatique. Nous regardons la réalité de la situation au Tibet, et ce qui est plus important pour nous, c'est la préservation de l'identité même du peuple tibétain. Par conséquent, j'exhorte les gouvernements, en particulier le gouvernement canadien, à ne pas répéter la déclaration selon laquelle le Tibet fait partie de la République populaire de Chine et à ne pas se prosterner devant le gouvernement chinois.

Merci.

• (1610)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Merci.

Monsieur Bergeron, il vous reste un peu moins de deux minutes.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Tsering, il y a quelques instants, vous avez fait allusion à Taïwan. Je me permets de signaler que nous avons dans cette salle, à Ottawa, le représentant de Taïwan.

Je vous remercie d'être avec nous, monsieur Chen.

Monsieur Tsering, au mois d'août 2020, nous avons reçu votre prédécesseur, M. Lobsang Sangay. Tout en se montrant extrêmement critique au sujet du comportement de la République populaire de Chine à l'égard du Tibet et de Hong Kong particulièrement, M. Sangay nous avait grandement surpris par son discours empreint d'optimisme.

C'est dans cette perspective que j'avais présenté à la Chambre, dans la foulée des discussions qui avaient eu lieu au Comité spécial sur les relations sino-canadiennes, la motion dont M. Oliphant vous

a fait lecture il y a quelques instants. Nous sentions qu'il y avait de l'optimisme du côté tibétain, et je sens que cet optimisme s'est quelque peu évanoui.

Pourriez-vous nous dire ce qui a pu changer entre le moment où nous avons rencontré M. Sangay, en août 2020, et aujourd'hui, pour que cet optimisme que nous sentions dans les propos de M. Sangay semble s'être évanoui?

[Traduction]

M. Penpa Tsering: À l'époque, nous n'étions pas vraiment certains que Xi Jinping demanderait un troisième mandat. Il demande maintenant un troisième mandat et, contrairement à ses prédécesseurs, il a consolidé tous ses pouvoirs. C'est une menace très dangereuse. Il aime qu'on l'appelle le timonier, comme Mao Zedong.

Ses nouvelles politiques « Un pays, une langue, une culture » heurtent l'identité même non seulement des Tibétains, mais aussi des Ouïghours. Même les Chinois de langue cantonnaise doivent y faire face.

Nous estimons qu'il s'agit de menaces très dangereuses...

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je suis désolé de vous interrompre encore une fois, mais je vais vous expliquer pourquoi. Pour être juste envers tous les membres du Comité, c'est au tour de Mme McPherson, et je veux m'assurer que tout le monde a l'occasion de vous poser des questions et de vous entendre au sujet des renseignements très importants que vous avez.

Je vais donner la parole à Mme McPherson. Elle peut décider si elle veut que vous poursuiviez votre réponse ou vous poser une autre question. Merci.

Madame McPherson, vous avez six minutes.

• (1615)

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup à tous d'être ici aujourd'hui. C'est un grand honneur. C'est un plaisir d'accueillir tous nos invités dans la salle aujourd'hui.

Ce serait impoli de ma part de ne pas vous demander de poursuivre votre réponse, s'il vous plaît.

M. Penpa Tsering: Voilà les défis auxquels nous sommes confrontés avec le président Xi Jinping à la barre. Nous ne sommes pas contre le multiculturalisme et nous ne sommes pas contre le développement, mais lorsqu'une communauté majoritaire écrase complètement une communauté minoritaire, cela mène à un génocide culturel.

Ce qui arrive aux Ouïghours se produit à grande échelle. L'actuel secrétaire du parti des Ouïghours a été en poste au Tibet de 2011 à 2016. Le Tibet a toujours servi de terrain d'essai pour de nouvelles politiques. Après avoir testé ces politiques au Tibet, le secrétaire les a appliquées aux Ouïghours. Par conséquent, les restrictions et le système de blocage... Lorsqu'il travaillait au Tibet en tant que secrétaire du parti, le système de blocage qu'il a mis en place est si solide maintenant qu'il est impossible pour les Tibétains de manifester. Il contrôle la surveillance du peuple tibétain. Il est très fort et il utilise toutes sortes de technologies modernes pour surveiller les institutions monastiques et les gens.

On n'entend pas beaucoup parler de la capacité des Tibétains de faire autre chose que de s'immoler, d'espérer contre toute espérance. Cent cinquante-sept Tibétains se sont immolés, en espérant contre toute attente que le gouvernement chinois se pencherait sur leur sort ou que la communauté internationale ferait quelque chose pour eux. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Sous le président Xi Jinping, la situation semble très désastreuse. Même l'espoir d'une négociation dans l'avenir immédiat semble lointain.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Vous avez parlé des Ouïghours. J'étais l'un des membres du sous-comité, au Canada, qui a entrepris une étude sur la situation des Ouïghours, et qui a constaté qu'il y avait des exemples de génocide et que ce génocide se perpétuait.

En 2021, le gouvernement canadien a imposé des sanctions. Je me demandais si vous pensiez qu'elles étaient efficaces. Pensez-vous qu'elles ont effectivement amélioré la situation là-bas? Qu'est-ce que le Canada pourrait faire de plus dans cette situation qui pourrait aussi s'appliquer à la situation tibétaine?

M. Penpa Tsering: Je pense que l'efficacité des sanctions dépend de leur niveau, car la Chine est immense et son économie est gigantesque. Une chose sur laquelle vous avez du pouvoir, c'est votre propre population et vos entreprises. Vous pouvez certainement dire à vos entreprises de ne pas investir au détriment du Tibet et des Ouïghours, où l'on pratique le travail forcé, ou ce genre de choses.

Cependant, je ne sais pas s'il serait efficace d'imposer d'autres sanctions à la Chine, parce qu'elle aura beaucoup d'autres moyens d'éviter les conséquences de ces sanctions. Vous pouvez certainement dire à vos gens d'affaires de ne pas investir au détriment des Ouïghours et du Tibet.

Mme Heather McPherson: Je pense que nous pouvons faire beaucoup plus sur ce front. Certains projets de loi ont été présentés par différents députés. Le gouvernement a tardé à y donner suite, alors j'espère que les députés présenteront une mesure qui sera beaucoup plus efficace à cet égard.

Voici ma dernière question. Vous avez parlé un peu de vos discussions avec d'autres pays, avec la communauté mondiale, de la situation en Ukraine et de ses répercussions sur la façon dont la situation au Tibet est perçue. J'aimerais beaucoup en savoir plus à ce sujet.

M. Penpa Tsering: Nous essayons toujours d'apprendre les uns des autres comment les Chinois perçoivent l'évolution de la crise en Ukraine et quelles répercussions cela aura, après la guerre, sur la Russie et ses relations avec la Chine, et aussi quel rôle la Chine va jouer maintenant. Comme chacun sait, les Chinois traduisent maintenant ce qui se passe dans les médias sociaux chinois, et les médias sociaux chinois sont très contrôlés par l'État.

D'après ce que l'État autorise les gens à dire et ce qu'il ne leur permet pas de dire, il est très clair que la Chine soutient la Russie. J'ai l'impression qu'une entente existe entre les deux. Selon les rumeurs, les Chinois ne sont pas très contents que les Russes aient envahi l'Ukraine avant même la fin des Jeux olympiques. Il semble qu'ils avaient une entente, mais les Chinois ont aussi très peur des sanctions secondaires de l'Occident. Il faut comprendre que nous ne sommes pas toujours le beurre. Nous avons un dicton tibétain qui fait référence au beurre et à la pierre. Si vous jetez la pierre sur le

beurre, le beurre s'écrase. Si vous jetez le beurre sur la pierre, le beurre s'écrase aussi.

Dans le cadre du commerce international, le Canada exporte pour 25 milliards de dollars de biens, mais la Chine en importe pour plus de 77 milliards de dollars. Le déséquilibre commercial est très marqué. S'il y a une guerre commerciale, la Chine sera perdante. Cela ne touche pas seulement un côté. Cela va dans les deux sens.

● (1620)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Au deuxième tour, les interventions seront de cinq minutes et de deux minutes et demie.

Monsieur Aboultaif, vous avez la parole.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Bonjour, et merci de votre visite aujourd'hui avec votre délégation.

Les violations des droits de la personne sont les actions les plus problématiques de la Chine contre la région du Tibet et ses habitants, avec toutes sortes de dénis de droits fondamentaux, qu'il s'agisse du droit à la liberté d'expression, aux croyances, aux pratiques ou à la liberté de circulation. Au cours de l'histoire, il semble que plus la Chine devient forte, plus les violations augmentent contre cette région en particulier. C'est certainement ce qui nous préoccupe, car cela peut dégénérer, Dieu nous en préserve, en une situation comme celle que nous voyons actuellement en Ukraine.

Comment entrevoyez-vous l'avenir, si la Chine devient plus forte et plus agressive sur la scène mondiale, pas seulement dans la région, mais certainement au Tibet? Vous savez, la géographie est là. Comment voyez-vous l'avenir?

M. Penpa Tsering: Je pense qu'il y a beaucoup d'insécurité de la part des Chinois. Ils sont belliqueux contre l'Inde. Ils maintiennent des points chauds à Taïwan et en mer de Chine méridionale. J'essaie d'analyser la situation et de comprendre le plus possible les enjeux géopolitiques et géostratégiques, mais je ne vois pas d'autre raison de faire tout cela, si ce n'est de garder le Parti communiste en vie.

S'il n'y a pas de Parti communiste, il n'y a pas de relations internationales. Il n'y a pas de commerce international. Nous parlons des violations commises par la Chine depuis tant d'années, tant de décennies, mais ce n'est que maintenant que la communauté internationale prend conscience de la réalité. Je pense qu'il est temps de rajuster vos politiques pour comprendre que la Chine ne sera pas une puissance responsable, quelle que soit sa force.

Il y a aussi ce talon d'Achille de la Chine, qui se sent très peu sûre d'elle parce qu'elle dépense plus d'argent pour la sécurité intérieure que pour la sécurité extérieure. Cela symbolise la profonde méfiance entre les gouvernants et les gouvernés. Si le Parti communiste est menacé, il va certainement faire quelque chose contre l'Inde, Taïwan ou en mer de Chine méridionale pour instiller le nationalisme qui permettra au Parti communiste de survivre.

M. Ziad Aboultaif: Vos efforts diplomatiques visant à expliquer ou à mieux faire connaître votre situation sur la scène mondiale auprès de nombreux pays sont tout à fait remarquables. Cela exigera également du leadership, une continuité dans le leadership, de votre côté. Ce n'est pas un problème.

Quand pensez-vous voir arriver des temps meilleurs? Il arrivera au cours de l'histoire que la possibilité d'une amélioration se présente. Cela pourrait être une amélioration historique pour la région.

M. Penpa Tsering: Il est très difficile de prédire quand cela va se produire, mais en tant que bouddhistes, nous croyons à l'impermanence. Comme le disent les Occidentaux, « le changement est la seule constante ». La question est de savoir quand le changement arrivera. Nous surveillons la situation, et chaque fois qu'une occasion se présente, nous devrions être en mesure de la saisir, mais nous avons aussi besoin du soutien de la communauté internationale, de tous les pays aux vues similaires, pas seulement d'un ou deux pays.

M. Ziad Aboultaif: Outre la surveillance, qui est également une grande préoccupation dans la région — et aussi à l'intérieur de la Chine —, pensez-vous que certaines personnes à l'intérieur du territoire chinois, de l'autre côté du Tibet, peuvent comprendre les préoccupations de votre région et qu'elles pourraient, à un moment donné, vous rencontrer à mi-chemin pour vous aider à obtenir une meilleure entente que celle que vous avez actuellement?

• (1625)

M. Penpa Tsering: Nous savons qu'il y a, parmi les dirigeants chinois, des partisans de la ligne dure et des partisans de la ligne douce. Je pense que l'ancien président Hu Jintao est également inquiet. Nous croyons savoir qu'il regrette qu'on ait nommé Xi Jinping comme successeur, mais il est trop tard.

Voyons ce qui se passera pendant son troisième mandat, parce qu'il doit y avoir un partage du pain. Xi Jinping ne peut pas manger tout le pain à lui tout seul.

M. Ziad Aboultaif: Pouvez-vous nous expliquer le niveau de coopération que vous avez avec vos voisins du Sud?

M. Penpa Tsering: En Inde...?

M. Ziad Aboultaif: Oui.

M. Penpa Tsering: L'Inde a été très gentille avec nous. Sans l'Inde, nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui.

Nous sommes très reconnaissants au gouvernement et au peuple de l'Inde pour leur soutien, et nous avons une relation très transparente avec l'Inde.

M. Ziad Aboultaif: Cela vaut-il aussi pour le Pakistan?

M. Penpa Tsering: Le Pakistan avait de meilleures relations avec les États-Unis par le passé. Lorsque nous avons envoyé nos premiers stagiaires en formation à la CIA à Saïgon, au camp Peary et au Colorado, nous avions l'habitude d'envoyer des Tibétains du Bangladesh, de l'est du Pakistan...

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je suis désolé. Votre temps est écoulé pour cette série de questions.

Madame Bendayan, vous avez la parole.

Mme Rachel Bendayan: Merci, monsieur le président.

Sikyong, je vous remercie de comparaître devant notre comité parlementaire aujourd'hui.

Dans un témoignage antérieur, vous avez parlé de la situation critique des Ouïghours musulmans en Chine et des similitudes avec eux. Je me demande si vous pourriez commenter l'information suivante que j'ai lue récemment. Un article de Reuters du 22 septembre 2002 disait ceci:

La Chine pousse un nombre croissant de Tibétains à quitter les zones rurales pour intégrer des centres de formation de type militaire récemment créés pour les former au travail d'usine. Cette politique est similaire au programme déjà mis en place au Xinjiang qui s'apparente, selon les groupes de défense des droits, à du travail forcé.

L'article indique que « Pékin a fixé des quotas pour le transfert massif de travailleurs ruraux » et estime que plus d'un demi-million de personnes ont fait l'objet de ces transferts.

J'aimerais également savoir ce que vous pensez d'un récent rapport de décembre 2021 indiquant que le Tibet Action Institute a examiné les « pensionnats coloniaux » gérés par la Chine et estime de façon prudente qu'au moins 800 000 enfants tibétains sont maintenant hébergés dans ces institutions d'État et séparés de force de leur famille dans le but, évidemment — comme vous l'avez mentionné plus tôt dans votre témoignage —, de les priver de leur culture, de leur religion, de leur langue et, en fait, de leur famille.

Tout cela mis ensemble, je me demande si vous pourriez nous parler de ces politiques et de ce qu'elles signifient pour vous et votre peuple.

M. Penpa Tsering: Depuis que je suis entré en fonction, nous nous concentrons beaucoup plus sur l'étude de la situation au Tibet, parce que nous ne voulons pas induire la communauté internationale en erreur quant à ce qui se passe là-bas. Nous sommes encore en train de mettre au point le système de gestion de l'information et de collecte, de traitement et de reconditionnement de l'information pour le travail de défense des droits.

Le rapport du Tibet Action Institute est très préoccupant, parce qu'il parle de 78 % des élèves tibétains placés dans des pensionnats. Lorsque vous signalez ce fait aux Chinois, ils pointent toujours du doigt le gouvernement américain pour la façon dont il a traité les Autochtones ou le gouvernement canadien pour la façon dont il a traité les Premières Nations. Les États-Unis et le Canada réalisent leurs erreurs et les corrigent. La Chine sait que ce n'est pas acceptable, mais elle le fait encore au Tibet, et c'est très malheureux.

Mme Rachel Bendayan: Merci, monsieur.

Pas plus tard que cette semaine, au Canada, et dans de nombreux pays du monde, nous avons célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse. C'était le 3 mai. Cette journée reconnaît l'importance de la liberté des médias et de la liberté journalistique. Sikyong, pourriez-vous nous parler de l'état actuel de la liberté de la presse au Tibet?

M. Penpa Tsering: Selon Freedom House, le Tibet se classe au deuxième rang des pays les moins libres, notamment en ce qui concerne l'accès à l'information et aux médias. L'une des grandes préoccupations, c'est que la Chine dit toujours une chose à la communauté internationale, et une autre chose à son auditoire national. S'il n'y a pas liberté d'information et si les journalistes n'ont pas accès à ce qui se passe là-bas...

C'est aussi la raison pour laquelle l'information ne sort pas du Tibet. Oubliez les journalistes. Il est même dangereux pour un Tibétain ordinaire de se faire prendre à envoyer de l'information du Tibet. Si vous recevez de l'information au Tibet et que vous ne la redistribuez pas, vous êtes toujours en sécurité, mais si vous la redistribuez, vous vous retrouvez avec de graves problèmes.

La libre circulation de l'information devrait être le fondement, à mon avis, de la libération non seulement du peuple tibétain, mais aussi de toute la Chine, de l'emprise de la propagande chinoise.

• (1630)

Mme Rachel Bendayan: Merci.

Craignez-vous de faire vous-même l'objet de sanctions parce que vous venez nous parler, à nous et à d'autres, de ce qui se passe au Tibet?

M. Penpa Tsering: Le gouvernement ne peut rien me faire. Il ne nous permet pas d'entrer au Tibet de toute façon. Je ne sais pas s'il est au courant de l'existence de mes parents éloignés. Je ne les ai jamais vus de ma vie. Je ne suis jamais allé au Tibet. Pour répondre à mes besoins émotionnels, j'essaie de me rendre dans les zones frontalières pour voir le Tibet à travers les clôtures. Le gouvernement chinois ne peut rien me faire, à moins d'envoyer quelqu'un me tuer. Il ne peut rien me faire. Je ne crains aucune sanction.

Mme Rachel Bendayan: Aimeriez-vous retourner au Tibet un jour, monsieur?

M. Penpa Tsering: Ce serait avec joie. C'est ce que nous attendons avec impatience. Malheureusement, il semble peu probable que ce soit pour bientôt, mais nous y travaillons.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Merci, madame Bendayan. Cela fait cinq minutes.

Monsieur Bergeron, vous avez deux minutes et 30 secondes. Allez-y, monsieur.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Tsering et vénérable Tenzin Rabyal, dans un premier temps, j'aimerais dire que, quand nous sommes confrontés à ce genre de situation, nous nous posons une question qui nous tenaille et qui nous empêche presque de dormir. Que pouvons-nous faire? C'est d'ailleurs la question que nous nous posons en ce qui a trait à la situation actuelle en Ukraine.

C'est la question que nous nous sommes aussi posée lorsque votre prédécesseur a comparu devant le Comité spécial sur les relations sino-canadiennes. Vous avez mentionné un geste très précis qui est attendu de la part du Canada, soit celui d'intervenir auprès des autorités chinoises pour avoir des nouvelles concernant le panchen-lama.

J'imagine que vous avez déjà adressé des demandes analogues à d'autres gouvernements.

Les démarches qui ont pu être entreprises par divers gouvernements dans le monde ont-elles eu la moindre incidence pour ce qui est d'obtenir des nouvelles concernant le panchen-lama?

[Traduction]

M. Penpa Tsering: Ces démarches, y compris au niveau des Nations unies, n'ont pas encore donné de résultats. Je ne sais pas si la haute-commissaire Michelle Bachelet exercera des pressions lorsqu'elle visitera la Chine cette fois-ci, pour obtenir plus de renseignements sur le panchen-lama. Le gouvernement chinois ne cesse de dire qu'il est en bonne santé, qu'il ne veut pas être dérangé et qu'il reçoit des enseignements. Il a déjà 33 ans. À moins que tout le monde exerce des pressions multilatérales, la Chine ne réagira pas positivement. C'est le cas depuis de nombreuses années.

J'ai beaucoup de scepticisme à l'égard de l'Organisation des Nations unies. Notre bureau est à Genève depuis de nombreuses décennies, mais même le secrétaire général ne mentionne pas le Tibet dans ses déclarations. C'est très regrettable. Je considère l'ONU comme l'une des institutions les plus antidémocratiques au monde, après peut-être la FIFA. On a de l'espoir, mais le droit de veto de

ces nations est trop dangereux. Cela n'aide pas la communauté internationale. Il faudrait changer la structure de l'Organisation des Nations unies.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Merci, monsieur Bergeron.

Nous allons maintenant passer à Mme McPherson pour deux minutes et demie.

Mme Heather McPherson: Merci, monsieur le président.

Encore une fois, merci à nos témoins d'aujourd'hui.

Vous avez parlé de ce qui se passe en Ukraine depuis l'invasion de la Fédération de Russie, des répercussions sur la Chine et de la façon dont la Chine pourrait voir la nécessité d'accroître le nationalisme. Cela entraînera alors des risques pour Taïwan et pour le Tibet.

J'aimerais que vous nous l'expliquiez un peu plus, pour que cela figure au compte rendu. Si vous le pouvez, j'aimerais que vous nous parliez de ce que nous avons déjà vu en ce qui concerne la perte de la langue et de la culture au Tibet et des pertes potentielles à l'avenir.

• (1635)

M. Penpa Tsering: Compte tenu de la situation actuelle en Ukraine, il faudra voir dans quelle mesure la Chine essaie d'aider la Russie, secrètement ou ouvertement. Je crois fermement qu'il y a eu une certaine entente entre les Russes et les Chinois en ce qui concerne l'Ukraine. Autrement, la Russie n'aurait pas, à elle seule, la capacité de lancer cette attaque contre toute l'Europe ou l'OTAN.

La Chine a toujours appuyé des pays qui sont, si on peut les appeler ainsi, des pays voyous, des pays autoritaires, des pays qui ne défendent pas les droits de la personne. Ces pays ont toujours travaillé ensemble pour préserver leur mentalité. Encore une fois, c'est une tendance très dangereuse.

Voyons si ce sera une guerre idéologique entre le monde libre et les régimes autoritaires du monde entier. Si les régimes autoritaires prennent le dessus, ce sera très difficile pour la communauté mondiale dans les années à venir. Ce sera un nouvel ordre mondial qui sera dangereux, qui ne respectera aucune loi internationale et qui créera un très mauvais précédent pour toute la communauté mondiale.

Mme Heather McPherson: Pourriez-vous nous parler des autres répercussions que cela aura sur le Tibet?

M. Penpa Tsering: Pour ce qui est des répercussions supplémentaires sur la langue et la culture, plus la Chine se renforcera et s'alignera sur d'autres pays autoritaires, cela mènera à des lois plus nombreuses et plus rigoureuses. Même aujourd'hui, elles réintègrent déjà la Constitution chinoise en matière de langue et de culture. Ce qui est prévu dans la constitution chinoise et ce qui est mis en œuvre sur le terrain sont deux choses totalement différentes. C'est toujours ce que font les Chinois. Le communisme a toujours été fondé sur des mensonges.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je suis désolé. Je dois passer au prochain intervenant.

Monsieur Chong, vous avez la parole pour cinq minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci de comparaître devant notre comité.

En mars de l'année dernière, le gouvernement du Canada a annoncé des sanctions contre certains représentants chinois pour leur participation à des violations flagrantes et systémiques des droits de la personne contre la minorité musulmane ouïghoure dans la province du Xinjiang, en Chine, juste au nord du Tibet.

J'ai deux questions.

Premièrement, comment évaluez-vous l'efficacité de ces sanctions contre ces autorités et entités chinoises? Deuxièmement, quelle est la probabilité que l'application de sanctions semblables contre les autorités chinoises dans la Région autonome du Tibet améliore le bilan de la République populaire de Chine en matière de droits de la personne au Tibet?

M. Penpa Tsering: Encore une fois, il faut comprendre comment fonctionne la Chine communiste. La Chine communiste fonctionne en fonction des pouvoirs qui viennent du niveau central. Si vous devez sanctionner ses dirigeants au Ouïghour, leurs actions sont approuvées par les dirigeants centraux, alors vous devrez commencer à sanctionner le président lui-même. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'il y aura des répercussions. Sinon, il ne sert à rien de sanctionner les fonctionnaires au niveau inférieur, car ils ont l'appui des dirigeants centraux. Cela ne les dérange pas... Certaines personnes ne voient pas d'inconvénient à ne pas sortir de leur pays, alors il ne sert à rien de leur refuser des visas. La Chine utilise toujours les visas comme un puissant moyen d'empêcher les gens de dénoncer les violations des droits de la personne en Chine et d'autres problèmes.

S'il doit y avoir des sanctions, elles doivent commencer au plus haut niveau. C'est ainsi que le gouvernement communiste fonctionne.

L'hon. Michael Chong: Il y a un peu plus d'un an, l'ambassadeur du Canada en Chine, l'ambassadeur Dominic Barton, s'est rendu à Lhasa du 26 au 30 octobre 2020. C'était la première visite d'un représentant du gouvernement canadien au Tibet depuis 2015.

Étant donné la nature hautement contrôlée de ces voyages organisés par la RPC au Tibet, que pensez-vous de leur efficacité? Pensez-vous qu'il s'agit de voyages auxquels le gouvernement canadien et d'autres représentants gouvernementaux d'autres démocraties devraient participer, ou les considérez-vous comme un instrument de propagande?

• (1640)

M. Penpa Tsering: C'est certainement un instrument de propagande. Je ne sais pas dans quelle mesure l'ambassadeur a été informé de la situation au Tibet avant sa visite, mais je pense que vous avez besoin de beaucoup plus d'information. Toutes ces visites sont organisées par le gouvernement, qui veut que les ambassadeurs et les visiteurs ne voient que les endroits, les institutions et les gens qu'il veut leur montrer. Cela ne reflète pas la réalité de la situation au Tibet.

Si le Tibet est devenu un paradis socialiste, comme le prétend la Chine, pourquoi ne permet-on pas non seulement aux ambassadeurs, mais aussi à des gens de tous les horizons d'entrer en Chine? J'exhorte le Parlement canadien à adopter une loi semblable à celle des États-Unis. La réciprocité est le fondement des relations diplomatiques, et l'accès réciproque au Tibet ou à la région ouïghoure est très important, car tout Chinois peut venir n'importe où au Canada.

Il n'y a aucune restriction pour qu'un Chinois puisse visiter n'importe quelle région du Canada. Cependant, si un Canadien va en Chine, il lui faut un autre permis pour aller au Tibet. Il n'y a pas de réciprocité. Si les Chinois n'ont pas peur de montrer le paradis socialiste qu'ils ont fait du Tibet, pourquoi ne permettent-ils pas aux gens de venir le voir de leurs propres yeux? Pourquoi ne choisissent-ils que des gens, comme des ambassadeurs, qu'ils emmènent dans certaines parties des institutions et des régions qu'ils veulent leur faire voir?

Je suis certain que l'ambassadeur n'a peut-être pas été... Bien sûr, on ne nie pas qu'il y a du développement au Tibet. Il y a du développement, mais encore une fois, pour qui? C'est une grande question.

L'hon. Michael Chong: Merci de cette réponse.

Ma dernière question est... Dans votre déclaration préliminaire, vous avez mentionné que vous aimeriez que le Comité et la Chambre des communes adoptent une motion concernant la reprise du dialogue sino-tibétain. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

M. Penpa Tsering: Certaines personnes m'ont posé des questions sur la pertinence de l'approche de la Voie du milieu aujourd'hui, et je dis toujours que c'est plus pertinent que jamais. Nous avons vu ce qui s'est passé en Ukraine, la destruction qui s'y est produite et les pertes financières en vies et en biens.

L'approche de la Voie du milieu est fondée sur la non-violence comme moyen, et la non-violence peut être la seule façon de résoudre les conflits au XXI^e siècle. C'est ce que fait Sa Sainteté depuis des décennies. Elle dissuade même... Ce n'est pas comme si les Tibétains ne pouvaient pas s'engager dans la violence...

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je suis désolé de vous interrompre de nouveau.

Monsieur Virani, vous avez la parole.

M. Arif Virani: Merci beaucoup.

Sikyong, j'aimerais revenir sur quelques points. Le premier concerne le voyage de l'ambassadeur Barton. Il a certainement été informé par le Comité Canada-Tibet. Il y a des membres du Comité Canada-Tibet dans la salle. Je pense que plus nous avons accès, mieux c'est pour aller dans la région les yeux grand ouverts.

J'aimerais revenir à quelque chose que vous avez dit au début — et je crois que Rabgyal Rinpoche en a également parlé — au sujet des immolations. Une chose dont je me souviens que lorsque l'ambassadeur Barton est revenu et a parlé de Lhasa — je veux vous en parler franchement —, 157 personnes se sont immolées au cours des 10 à 20 dernières années.

Le bouddhisme est une religion pacifiste. Il est vraiment choquant de constater que les gens en viennent à cela pour faire valoir leur point de vue. L'ambassadeur a mentionné, par exemple, que les responsables de la sécurité à Lhasa portent non seulement des armes à feu, mais aussi des extincteurs parce qu'ils sont très préoccupés par la possibilité d'immolations.

Pouvez-vous nous parler de la situation et comment on en est arrivé au point où les gens s'immolent si fréquemment? Comment leur désespoir les mène-t-ils à cette situation?

M. Penpa Tsering: Les deux derniers cas d'auto-immolation concernaient un jeune garçon de 25 ans qui était chanteur et qui avait une carrière très prometteuse. Il est né après la révolution culturelle. Il n'a pas connu notre culture. Il n'en a pas été témoin. Il a seulement vu ce que le gouvernement chinois fait au Tibet et aux Tibétains aujourd'hui. Cela témoigne des politiques et des programmes que le gouvernement chinois met en œuvre au Tibet, qui n'aident pas les Tibétains en tant que peuple, ou la Chine en tant que nation.

Il y a beaucoup de frustration parce qu'on ne peut pas exprimer ses préoccupations. Il n'y a pas de liberté de pensée. Il n'y a pas de liberté d'expression. Il n'y a pas de liberté de mouvement. Votre vie est réduite à celle d'un animal. C'est pourquoi les gens sont obligés d'en arriver là, même à 81 ans. Il y a toutes sortes de gens qui s'immolent, espérant contre toute espérance que la Chine ou la communauté internationale réagisse.

• (1645)

M. Arif Virani: Puis-je soulever une autre question que vous avez mentionnée dans votre déclaration préliminaire, à savoir les préoccupations environnementales? Je sais que nous en avons entendu parler au Parlement. Au cours de la 42^e législature, nous avons reçu Sa Sainteté le Karmapa, qui parle aussi beaucoup du Tibet comme du « château d'eau de l'Asie » et de la façon dont, sur le haut plateau montagneux tibétain, la fonte des glaces alimente pas moins de 10 des principaux fleuves d'Asie, du Mékong au Gange, etc.

Pouvez-vous nous expliquer à quel point la situation est critique en ce qui concerne les préoccupations environnementales sur le plateau montagneux du Tibet? Je crois savoir qu'il y a eu récemment des représailles contre les militants tibétains de l'environnement, qui ont également parlé de son importance. Ils ont subi des représailles de la part de la République populaire de Chine. Pourriez-vous répondre à cette question, s'il vous plaît?

M. Penpa Tsering: Le plateau tibétain, qui est à 12 000 pieds au-dessus du niveau de la mer en moyenne, n'alimente pas seulement le Tibet. Je pense que le prochain grand enjeu sera la sécurité de l'eau dans la région. Tous les pays en aval font face à beaucoup de problèmes parce que la Chine se sert de l'eau du Tibet comme d'un robinet. Elle a construit beaucoup de barrages. Rien que sur le Mékong, avant qu'il ne se rende dans le prochain pays, il y a quelque 32 barrages. Lorsqu'on laisse couler l'eau, cela cause des inondations. Si le fleuve s'assèche, on ne laisse plus couler l'eau. La sécurité de l'eau sera un énorme problème. Certains disent que cela pourrait mener à la Troisième Guerre mondiale. Qui sait?

Aujourd'hui, nous sommes des réfugiés politiques, mais dans quelques décennies, il pourrait y avoir beaucoup plus de réfugiés environnementaux. Environ deux milliards de personnes, directement ou indirectement, dépendent de l'eau du Tibet, l'eau qui provient du plateau tibétain.

M. Arif Virani: Dans les 40 secondes qui me restent, pourriez-vous nous parler de la création d'alliances avec la Chine pour une meilleure reddition de comptes? Nous accueillons le représentant au commerce de Taïwan ici. C'est formidable. Nous avons parlé des Ouïghours. Nous pourrions parler de Tiananmen. Nous pouvons parler de questions comme les dissidents de la démocratie de Hong Kong.

Comment pouvons-nous, parlementaires, vous aider à créer des alliances pour mettre davantage l'accent sur la Chine et les violations des droits de la personne dont nous sommes témoins?

M. Penpa Tsering: Il est très important que les administrations collaborent entre elles et les parlementaires entre eux pour créer des alliances sur votre front. Ensuite, nous cherchons un terrain d'entente avec les Ouïghours, les Mongols et les Hongkongais afin de relever les défis communs. Les enjeux ne sont pas les mêmes. Les antécédents sont différents. Pourtant, nous affrontons le même adversaire.

M. Arif Virani: Félicitations pour votre élection récente, *sikyong*. Bienvenue au Canada à votre première visite officielle.

Thu-chi che.

M. Penpa Tsering: Merci.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Merci.

Pour le troisième tour, afin de gagner du temps et de traiter de la motion, nous allons passer à des tours de quatre et de deux minutes. Le premier intervenant est M. Genuis.

Vous avez la parole pour quatre minutes.

M. Garnett Genuis: Merci, monsieur le président.

J'ai vraiment aimé entendre les témoins. Je sais que nous sommes tous sous le coup de ces contraintes de temps.

Pourriez-vous nous en dire plus long sur les enjeux environnementaux. Je trouve intéressant que certaines personnes aient une perception erronée de la performance environnementale du gouvernement chinois. Pourriez-vous nous dire un peu plus en détail comment contrer cette perception erronée, en tenant compte des véritables menaces à l'environnement que nous observons au Tibet et des incidences pour la région.

M. Penpa Tsering: Dans nos prières, nous disons aussi que le Tibet est la demeure céleste, la terre entourée de montagnes enneigées. Les Occidentaux commencent à appeler le Tibet « le toit du monde ». Les Asiatiques ont commencé à appeler le Tibet « le château d'eau de l'Asie ». Et maintenant les spécialistes chinois de l'environnement l'appellent le troisième pôle, parce qu'il a le plus grand nombre de glaciers et les plus grandes étendues de pergélisol, qui nourrissent toutes ces grandes rivières qui rejoignent le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, la Birmanie, le Laos, le Cambodge, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine elle-même. En Chine, 50 % de l'eau est polluée. Le Tibet est le seul endroit où l'eau est limpide et l'environnement est intact et fragile.

Il est très important pour toute la région de bien gérer les questions environnementales et les enjeux écologiques. Il devrait y avoir une plus grande collaboration entre les scientifiques chinois de l'environnement et leurs homologues internationaux pour produire des analyses détaillées de la situation environnementale. Cela aidera toute la région.

• (1650)

M. Garnett Genuis: Merci, *sikyong*. Il pourrait être utile, la prochaine fois que vous viendrez au Canada, de vous faire témoigner au comité de l'environnement. Je connais la très grande importance de ces questions. Nous pourrions les approfondir.

L'un des enjeux que nous avons mis en lumière est celui de l'ingérence soutenue d'États étrangers au Canada et ailleurs dans le monde, et les conséquences que cela peut avoir sur la communauté tibétaine, la communauté ouïghoure et, vraiment, les Canadiens de tous les horizons, qui s'inquiètent des droits de la personne et déplorant les agressions du gouvernement chinois et d'autres États étrangers.

Pourriez-vous nous faire part de votre point de vue sur les efforts que déploie le gouvernement de la Chine pour influencer les événements en dehors de ses frontières et sur les préoccupations exprimées particulièrement par les Canadiens d'origine tibétaine au sujet de la manifestation de ces influences au Canada?

M. Penpa Tsering: La répression transnationale est devenue un terme qui n'existait pas jadis. La Chine dit toujours que le Tibet et les Ouïghours sont des affaires internes, où elle ne tolère pas l'intervention de la communauté internationale. Par ailleurs, voici que le Front uni est rendu très proactif dans la communauté internationale. Cet organisme était jadis responsable de la création de problèmes parmi les nationalités en Chine, mais voici qu'il étend ses ramifications au-delà de la Chine par la répression transnationale.

Vous l'avez vu ici, dans l'affaire Chemi Lhamo. La Chine fait appel aux associations d'étudiants et d'universitaires, par l'entremise de ses consulats et de ses ambassades. Nous prions instamment le Canada de protéger son peuple, ses citoyens, contre ce genre de répression. Chaque fois que nous aurons un cas, nous allons certainement en faire part à vos autorités.

M. Garnett Genuis: Merci.

Je vous remercie d'avoir mentionné l'affaire Chemi Lhamo. Chemi Lhamo était diplômée de notre programme des stages parlementaires pour les jeunes Tibétains. Je pense que nous sommes nombreux ici à participer à ce programme. C'est formidable de voir la contribution que les Canadiens d'origine tibétaine apportent au Parlement et à tant d'autres milieux de vie et tout ce qu'ils font par la suite. Ils défendent la cause tibétaine, oui, mais ils contribuent aussi de bien d'autres façons à la vie canadienne.

Encore une fois, je vous remercie d'être ici. Et je salue du même coup la contribution de la communauté canado-tibétaine. Merci.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Monsieur McKay, vous avez la parole pour quatre minutes.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je suis heureux de vous revoir, sikyong.

J'ai deux questions. La première concerne le commentaire que vous venez de faire, soit que la Chine consacre plus d'argent à sa sécurité intérieure qu'à sa sécurité extérieure. Je pense que nous avons une idée de ses dépenses pour la sécurité extérieure, qui représentent une somme énorme. Je serais curieux de savoir combien d'argent elle consacre réellement à la sécurité intérieure et à quoi elle le dépense.

M. Penpa Tsering: Je n'ai pas les chiffres exacts sous la main. Je serais heureux de vous envoyer un rapport à ce sujet.

Une grande partie de l'argent est consacré à la sécurité de l'État, c'est-à-dire aux fonctions de l'appareil de sécurité au Tibet, avec le Front uni, avec le renseignement, avec les systèmes de surveillance mis en place dans tous les monastères et à l'endroit des particuliers. Tout cela représente plus d'argent dépensé au Tibet que dans les autres régions de la Chine, qui considère que le Tibet représente toujours une région très sensible. C'est là qu'elle dépense.

L'hon. John McKay: C'est Henry Kissinger, je crois, qui disait que les nations ne travaillent que dans leur propre intérêt. Je serais curieux de savoir comment vous expliqueriez aux Canadiens ordinaires pourquoi ils devraient s'en faire au sujet de ce qui se passe au Tibet. Pourquoi est-il dans l'intérêt du Canada de prêter attention à

ce qui se passe au Tibet et, en fait, dans d'autres régions de la Chine et des environs?

Ces endroits sont très étrangers, pour la plupart des Canadiens, qui, dans certains cas, auraient du mal à repérer le Tibet sur une carte. Pourquoi devraient-ils se préoccuper d'une situation qui devient de plus en plus scandaleuse? Pourquoi est-ce dans l'intérêt du Canada? Pourquoi est-ce dans l'intérêt des Canadiens de se soucier du Tibet?

• (1655)

M. Penpa Tsering: Il faut que les problèmes se présentent à votre porte pour que vous en compreniez l'existence. Autrement, vous avez l'impression que ces choses sont loin, mais nous connaissons tous la nature interdépendante de notre existence. Tout ce qui se passe dans un coin du monde a une incidence sur la grande communauté internationale. Ce n'est pas comme avant. Les choses changent.

Ensuite, pour ce qui est du commerce, comme je l'ai dit, j'ai essayé de vérifier le volume des échanges commerciaux entre le Canada et la Chine. Le pourcentage de vos exportations vers la Chine est de 25 %, alors que vos importations représentent 77 %. C'est rentable pour la Chine, qui utilise tout cet argent, encore une fois, pour réprimer sa population ou ne pas se conformer aux règles internationales.

Le plus important, selon moi, ce sont les valeurs canadiennes. Pour faire reconnaître ses valeurs au niveau international, le Canada doit s'employer, non seulement à l'interne, mais encore au sein de toute la communauté internationale, à promouvoir les valeurs que vous chérissez.

L'hon. John McKay: Je m'intéresse au travail forcé. De fait, j'ai déposé un projet de loi à la Chambre cette semaine. J'aimerais bien connaître vos commentaires sur le volume de marchandises en provenance de la Chine, voire du Tibet, qui sont des produits du travail forcé?

M. Penpa Tsering: Nous faisons une étude là-dessus. Dès que nous aurons terminé, nous pourrions vous la présenter — dans un proche avenir.

L'hon. John McKay: Si vous le pouviez, cela intéresserait beaucoup notre comité. Cela m'intéresserait beaucoup, moi aussi.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Veuillez l'envoyer à la greffière quand vous l'aurez.

Monsieur Bergeron, vous avez la parole pour deux minutes.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je vous remercie, monsieur le président.

Le 29 janvier dernier, lors d'une réunion virtuelle avec plusieurs associations tibétaines au Canada, M. Namgyal Choedup, représentant du Bureau du Tibet pour l'Amérique du Nord, a fait état de l'importance de communiquer avec les étudiants chinois au Canada « dans le cadre de la vision de Sa Sainteté le Dalaï-Lama de construire une meilleure compréhension entre les sociétés chinoise et tibétaine ».

Avez-vous l'impression que les étudiants chinois au Canada sont véritablement conscients de la situation qui a cours au Tibet et que le fait de tendre la main aux étudiants chinois va permettre véritablement ce dialogue permettant une meilleure compréhension?

Cette question a pour corollaire une autre question.

Ne croyez-vous pas qu'il y a un danger que ces étudiants fassent l'objet de pressions de la part des autorités de la République populaire de Chine?

[Traduction]

M. Penpa Tsering: Nous essayons toujours de tendre la main aux Chinois. Comme Sa Sainteté le dit toujours, nous ne sommes pas contre le peuple chinois. Les Chinois sont des êtres humains comme nous. Chaque être humain a besoin de bonheur. C'est pourquoi, dans toutes nos réunions — à Washington, à New York et, dimanche, à Toronto —, je rencontrerai 60 ou 70 autres Chinois. Nous essayons toujours de rejoindre les Chinois et de leur expliquer la situation tibétaine.

Malheureusement, les étudiants qui viennent de Chine pour étudier ici n'ont pas trop de liberté. Ils ont les associations d'étudiants et d'universitaires, où les consulats recrutent leurs manifestants aussi souvent qu'ils le veulent. Autrement, ils ne sont pas autorisés à rentrer en Chine ou ils pourraient faire face à toutes sortes de représailles de la part du gouvernement chinois. C'est une crainte constante pour eux.

Vous avez beaucoup de Chinois au Canada qui jouissent de la liberté et des valeurs canadiennes. Certains politiciens pensent que s'ils appuient le Tibet, ils perdront l'amitié ou les votes des Chinois. Cela ne devrait pas être le cas. Les Chinois qui vivent au Canada jouissent de la liberté d'ici, et ils devraient appuyer les valeurs humaines chères au Canada plutôt que le gouvernement chinois. L'interdiction de retourner en Chine est l'arme que brandit la Chine tout le temps — le refus du visa.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Madame McPherson, vous avez deux minutes.

Mme Heather McPherson: Merci, monsieur le président.

Encore une fois, merci de votre témoignage et de l'information sur les violations des droits de la personne, la perte de votre culture, de votre langue et de votre religion, et les attaques contre le peuple tibétain. Tout cela est très instructif pour moi. Merci.

Comme mon collègue M. McKay, j'ai bien hâte de voir le rapport que vous allez nous remettre sur le travail forcé et le travail des enfants. Je vous en remercie également.

En tant que dernière députée à poser des questions aujourd'hui, j'aimerais vous donner une dernière occasion de nous dire comment nous pouvons vous aider. Que peut faire le Parlement canadien, que peuvent faire les députés, pour vous aider? Pourriez-vous prendre les quelques dernières minutes pour nous expliquer cela, s'il vous plaît?

• (1700)

M. Penpa Tsering: Pour commencer, si vous pouviez adopter une loi sur l'accès réciproque entre le Canada au Tibet, nous pourrions aborder des enjeux plus vastes. Tant qu'il n'y aura pas de dénouement politique du conflit sino-tibétain, une de mes tâches consiste à maintenir l'unité de ma communauté. Nous sommes témoins de beaucoup de changements démographiques et sociaux, ainsi que des défis qu'ils nous posent.

J'ai présenté une proposition au ministère du Développement international sur l'aide humanitaire aux Tibétains en exil ainsi qu'à la communauté tibétaine au Canada, pour les aider à apprendre leur

langue et leur culture. Nous avons cinq communautés tibétaines ici: Toronto, Montréal, Ottawa, Calgary et Vancouver.

Je me ferai également un point d'honneur de vous présenter cet ouvrage plus tard. Je pense qu'il s'aligne sur l'institut Wallenberg. Il vous sera transmis. Il y a aussi une suggestion sur les recommandations de politique pour corriger le tir. Si vous en prenez connaissance, nous pourrions gagner un peu de temps pour cerner les mesures concrètes que les Canadiens pourraient prendre.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je pense que nous allons maintenant passer à la motion. Poursuivons le débat.

La réunion n'est pas finie. La séance n'est pas levée. Nous aimerions que les témoins restent pour le débat sur la motion.

Quelqu'un veut-il parler de la motion?

À vous, madame Bendayan.

Mme Rachel Bendayan: Monsieur le président, je ne sais pas trop si cette décision peut être débattue ou pas, mais par respect pour les témoins, pendant notre discussion, il serait plus approprié de les libérer.

Le vice-président (M. Marty Morantz): J'espérais que tout le monde aurait une photo avec eux avant que nous ayons terminé. Je ne veux pas vraiment qu'ils partent. S'ils veulent bien rester pour une photo jusqu'à ce que nous en ayons terminé avec la motion...

Mme Rachel Bendayan: Demandons-leur donc ce qu'ils préféreraient. Cela ne me dérangerait pas de me lever pour une photo, puis de reprendre le débat.

L'hon. Michael Chong: Monsieur le président, vous pourriez suspendre la séance pour cinq minutes pour la prise des photos.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Excellente suggestion, monsieur Chong.

L'hon. Michael Chong: Nous pourrions ensuite reprendre la séance et poursuivre le débat sur la motion.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Nous allons suspendre la séance.

• (1700)

(Pause)

• (1706)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Nous reprenons la séance, et nous sommes en direct.

Nous allons reprendre le débat sur la motion. Qui veut commencer?

L'hon. Robert Oliphant: Sommes-nous à huis clos?

Le vice-président (M. Marty Morantz): Non, c'est public. Nous reprenons le débat sur la motion que M. Genuis a déposée plus tôt, qui fait l'objet d'un amendement et d'un sous-amendement.

L'hon. Robert Oliphant: Je poursuis donc avec l'amendement. Je crois comprendre que nous avons un accord entre les conservateurs et les libéraux, mais je n'ai pas eu la chance d'amener le Bloc québécois et Mme McPherson... Reviendra-t-elle? Je ne voulais pas commencer sans elle.

Il y a une motion remaniée, que la greffière a fait circuler, mais je pense que nous allons avoir un autre remaniement.

La motion se lirait comme suit:

Que le Comité appelle au dialogue entre les représentants du peuple tibétain (Sa Sainteté le Dalaï-Lama ou ses représentants et/ou l'administration centrale tibétaine)...

Je me souviens que nous avons beaucoup travaillé à cette formulation au Comité spécial sur les relations sino-canadiennes.

et le gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'habiliter le Tibet à exercer une autonomie authentique dans le cadre de la constitution chinoise; qu'il fasse rapport de cette motion à la Chambre; et qu'il demande au gouvernement de déposer une réponse au rapport.

Elle demanderait une réponse du gouvernement. La raison pour laquelle nous procédons ainsi, soyons très clairs, est que nous ne voulons pas prendre le temps de tenir un débat sur l'adoption de la motion. Nous voulons que cela se fasse ici. Nous demanderions la réponse du gouvernement, mais dans l'espoir que nous tous ici présents soyons résolus à travailler avec nos leaders parlementaires pour nous assurer que nous ne nous lançons pas dans un débat sur l'adoption de cette motion. Nous ne voulons pas prendre le temps de la Chambre.

Ce n'est pas que l'enjeu du Tibet n'est pas important. C'est exactement l'inverse. Nous ne voulons pas de division politique là-dessus. C'est ce que nous espérons.

Si nous sommes d'accord sur le libellé que M. Bergeron a présenté, et que nous avons tous déjà accepté, j'espère que cela fonctionnera.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Excellent.

Avant de passer au vote, disons que j'ai été très touché par les témoignages d'aujourd'hui. C'était certainement très instructif. Il y a beaucoup de choses à analyser et à discuter ici.

Madame Bendantan, je vous prie.

Mme Rachel Bendantan: D'après ce que m'a dit mon collègue, M. Oliphant, qui a siégé longtemps au comité Canada-Chine au cours du précédent mandat, la question a fait l'objet d'une étude approfondie. Je ne faisais pas partie de ce comité, mais je me demande quelles sont les instructions données aux analystes — je vous prie de m'excuser si c'est déjà clair pour tout le monde — pour ce qui est des témoignages d'aujourd'hui.

Pour répondre à votre question, monsieur le président, je suis d'accord avec vous. Je me demande ce que les analystes avaient l'intention de faire des témoignages que nous avons entendus aujourd'hui.

Monsieur le président, je n'avais pas compris que nous avions une motion à débattre. Si vous voulez passer au vote... Je croyais que nous étions tous d'accord.

• (1710)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Non. J'ai glissé ce mot juste avant de demander le vote.

Mme Rachel Bendantan: Mes excuses.

Le vice-président (M. Marty Morantz): C'est ma faute si je suis intervenu, mais je me suis dit que je devrais dire quelque chose avant de passer au vote.

Pourquoi ne pas voter sur la motion? Il semble que tout le monde soit sur la même... Je suis désolé. Nous votons sur l'amendement.

Avons-nous besoin d'un vote par appel nominal?

Non.

(L'amendement est adopté.)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Nous en sommes maintenant à la motion principale.

M. Garnett Genuis: Pouvons-nous tenir un vote par appel nominal sur la motion, pour le compte rendu?

Le vice-président (M. Marty Morantz): On réclame un vote par appel nominal sur la motion principale modifiée.

(La motion modifiée est adoptée par 10 voix contre 0.)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je ne connais pas trop les règles ici. Je sais bien qu'il n'y a pas égalité des voix, mais ai-je le droit d'être inscrit comme étant en faveur également?

Un député: Moyennant consentement unanime.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Ai-je le consentement unanime pour faire officialiser cet appui? Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à la question de Mme Bendantan.

[Français]

Mme Rachel Bendantan: Je peux la répéter, si vous le souhaitez.

Je veux simplement savoir si les analystes ont déjà l'intention de faire quelque chose de précis avec le témoignage que nous avons entendu aujourd'hui.

J'aimerais aussi savoir quelles sont les options que vous proposez au Comité.

[Traduction]

Le vice-président (M. Marty Morantz): On me dit que les analystes auraient besoin de savoir ce que nous voulons produire. J'ignore si un rapport officiel serait possible. Nous avons la motion, et il y a, bien sûr, la transcription du débat dans le hansard du Comité. Je ne sais pas quoi d'autre... à moins que quelqu'un ait quelque chose en tête.

Allez-y, monsieur Aboultaif.

M. Ziad Aboultaif: Merci, monsieur le président.

Notre séance était publique, n'est-ce pas?

Le vice-président (M. Marty Morantz): Oui.

M. Ziad Aboultaif: Très bien. Si elle est publique, je pense qu'on va nous poser des questions sur son contenu, et il serait bon que le Comité en dresse un rapport pour le compte rendu, car c'est déjà de l'information publique.

Le vice-président (M. Marty Morantz): La parole est maintenant à M. Bergeron.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Monsieur le président, on me corrigera si je fais erreur.

Si j'ai bonne mémoire, lorsque nous avons reçu M. Sangay, la motion dont M. Oliphant a fait initialement la lecture avait été déposée à la Chambre en tant que rapport du Comité.

Nous pourrions faire exactement la même chose cette fois, c'est-à-dire considérer la motion que nous venons d'adopter comme un rapport du Comité et le déposer à la Chambre des communes. Comme on dit chez nous, l'affaire serait ketchup.

[Traduction]

Le vice-président (M. Marty Morantz): C'est déjà convenu. Mme Bendayan et M. Aboultaif demandent si le Comité pourrait produire quelque chose de plus étoffé avec les témoignages que nous avons recueillis aujourd'hui.

Allez-y, monsieur Oliphant.

L'hon. Robert Oliphant: Une solution intermédiaire pourrait être de prendre les points saillants des témoignages et de les inscrire dans un communiqué à joindre à la motion que nous avons adoptée. Ce n'est pas un rapport d'étude, car nous n'avons pas vraiment fait d'étude, mais je pense que nous avons plus que la motion. Les analystes pourraient intégrer deux ou trois citations importantes dans les points saillants d'un bref communiqué, comme: nous les avons rencontrés, voici ce qu'ils ont dit, et voici la motion que nous avons adoptée.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Monsieur Chong, vous avez la parole.

L'hon. Michael Chong: Oui, j'appuie l'idée de M. Oliphant.

Nous avons déjà décidé de faire rapport à la Chambre sur quelque chose qui est ressorti des témoignages. Je pense que la présidence pourrait faire une déclaration, et diffuser un communiqué combinant le rapport que nous sommes convenus d'envoyer à la Chambre avec les points saillants des témoignages. Ce serait un excellent moyen de traiter de la question qu'a soulevée Mme Bendayan.

Merci.

• (1715)

Le vice-président (M. Marty Morantz): Y a-t-il d'autres commentaires?

Allez-y, monsieur Genuis.

M. Garnett Genuis: Je suis d'accord. J'aimerais tout simplement proposer, en particulier, de mettre en lumière dans le communiqué

certaines des demandes précises concernant le cas du Panchen-Lama. Il s'agissait d'autres questions importantes qui n'ont pas été mentionnées dans notre motion. Je suis d'accord sur cette approche. Je voulais seulement en faire la suggestion aussi.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Je suis d'accord sur les suggestions.

Pour l'instant, nous demandons aux analystes de préparer un communiqué. Nous pourrions y jeter un coup d'œil pour vérifier si c'est, dans l'ensemble, ce que nous voudrions diffuser.

L'hon. Robert Oliphant: Je m'inquiéterais. Ce devrait être notre communiqué et non le sien. Son communiqué porterait sur ce qu'il nous demande. Je serais plus à l'aise de me concentrer sur les termes plus généraux. Il peut sortir son propre communiqué sur ses demandes très précises.

Franchement — j'ai toujours détesté complimenter M. Genuis, mais je dois le faire —, il a très bien su, au premier tour, reconnaître que nous allions tenir compte de ce qu'on nous a dit. Je pense qu'il est important de le dire. Je pense que vous avez fait très attention de ne pas l'accepter d'emblée. Je crois que vous avez très bien choisi vos mots. De fait, je les ai notés.

Selon moi, le communiqué devrait être notre communiqué sur ce que nous avons entendu.

M. Garnett Genuis: Lorsque les Tibétains sont là, nous commençons tous à nous aimer les uns les autres. Incroyable.

Le vice-président (M. Marty Morantz): Nous devons maintenant passer au huis clos pour discuter des travaux du Comité.

Je vais exercer la prérogative de la présidence.

Je prierais les analystes de nous préparer un projet de communiqué, et de le soumettre à notre examen.

Merci. Nous allons suspendre la séance et poursuivre à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>